

Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette
Sociologues québécois

(1973)

“La structure nationale québécoise.”

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir de :

Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette, sociologues

"La structure nationale québécoise."

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Paul Bernard, *Les idéologies québécoises au 19^e siècle*, pp. 99-126. Montréal : Les éditions du boraéal express, 1973, 151 pp. collection : Études d'histoire du Québec, no 5.

[Autorisation formelle accordée respectivement par M. Gilles Bourque le 11 juillet 2004 et par Mme Laurin-Frenette le 14 janvier 2003 de diffuser toutes leurs publications dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : bourque.gilles@uqam.ca
laurinn@SOCIO.UMontreal.CA

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

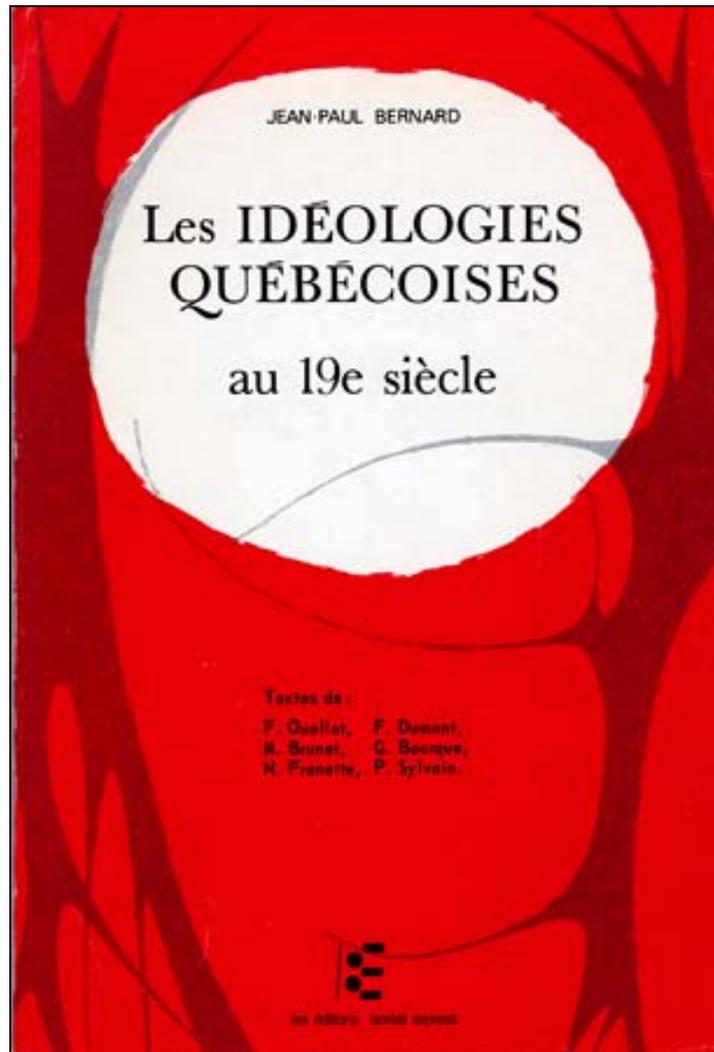
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 28 juillet 2010 et revue le 28 novembre 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette
Sociologues

“La structure nationale québécoise.”



Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Jean-Paul Bernard, *Les idéologies québécoises au 19^e siècle*, pp. 99-126. Montréal : Les éditions du boréal express, 1973, 151 pp. collection : Études d'histoire du Québec, no 5.

Table des matières du livre

Jean-Paul Bernard, "*Présentation*". [pp. 7-35.]

Fernand Ouellet, "*Nationalisme canadien-français et laïcisme au XIXe siècle*." [pp. 37-60.]

Fernand Dumont, "*Idéologie et conscience historique dans la société canadienne-française du XIXe siècle*". [pp. 61-82.]

Michel Brunet, "*L'Église catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854)*." [pp. 83-97.]

Gilles Bourque et Nicole Frenette, "*La structure nationale québécoise* (extraits)." [pp. 99-126.]

Philippe Sylvain, "*Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français*." [pp. 127-149.]

Table des matières

I. PROBLÉMATIQUE THÉORIQUE

Le Concept de Nation.

Classes et idéologies nationalistes.

II. LA STRUCTURE NATIONALE QUÉBÉCOISE

La Conquête

La Confédération

III. CLASSES ET IDÉOLOGIES NATIONALISTES

Les types d'idéologies nationalistes

Le Nationalisme et l'Aristocratie cléricale

Le Nationalisme des « Patriotes »

Le Nationalisme de la petite-bourgeoisie traditionnelle.

[99]

Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette
sociologues

"La structure nationale québécoise".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Paul Bernard, *Les idéologies québécoises au 19^e siècle*, pp. 99-126. Montréal : Les éditions du boral express, 1973, 151 pp. collection : Études d'histoire du Québec, no 5.

I. PROBLÉMATIQUE THÉORIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Nous essaierons maintenant de dégager les éléments essentiels d'une problématique théorique devant guider l'analyse de la situation concrète. Nous nous demanderons principalement ce qu'est une nation et quel est le rapport entre les classes sociales et les nations. La réponse à cette seconde question peut seule nous permettre de comprendre la nature de l'idéologie nationaliste de même que la place et le sens de la lutte nationale en rapport avec la lutte des classes. Il n'existe pas à proprement parler de théorie scientifique de la nation mais nous essaierons d'indiquer ici dans quels termes devraient être posés, selon nous, le problème de la nation et celui de ses rapports avec les classes et l'idéologie, à partir des concepts fondamentaux de la théorie marxiste.

Le Concept de Nation.

Le concept de nation, tel qu'il nous semble devoir être construit, réfère à *certains traits particuliers aux formations sociales dans lesquelles domine le mode de production capitaliste* et qui découlent de la structure de ce mode de production. Par mode de production, nous entendons une articulation particulière des

niveaux économique, politique et idéologique, déterminée en dernière instance par l'économie. Une formation sociale se caractérise en général par la présence d'un mode de production dominant auquel peuvent s'articuler les structures de modes de production secondaires. Le mode de production de type capitaliste se fonde sur la propriété privée des [100] moyens de production, utilisés en vue de profit, lequel découle de l'exploitation du travail salarié, formellement libre et producteur de plus-value.

La structure d'une formation sociale dans laquelle prédomine le mode de production capitaliste est *une structure nationale* en ce qu'elle implique :

- a) l'existence d'une *unité économique* servant de cadre principal aux échanges inégaux entre les classes engagées dans le processus de production ;
- b) d'une *unité territoriale, juridique et politique*, ces trois aspects étant étroitement liés et reposant sur l'existence de l'État national comme appareil principal du pouvoir politique centralisé ;
- c) d'une *unité linguistique et d'une homogénéité culturelle relative* de l'ensemble des groupes engagés dans des rapports de production de type capitaliste sous-tendant la domination de la bourgeoisie ;
- d) l'existence, la diffusion et l'imposition d'une *représentation idéologique de cette unité* se traduisant, par exemple, dans les notions d' « intérêt national », de « communauté nationale », de « volonté nationale » etc. Au niveau des pratiques ou des rapports sociaux économiques, politiques et idéologiques, *la nation est ainsi l'effet spécifique de la structure du mode de production capitaliste sur les supports de ce mode*. Les supports sont les agents du mode de production qui sont également constitués en classes sociales par la structure du mode de production. ¹

¹ Telle est la définition qu'en donne Poulantzas : « la classe est un concept qui indique les effets de l'ensemble des structures, de la matrice d'un monde de production ou d'une formation sociale sur les agents qui en constituent les supports : ce concept indique donc les effets de la structure globale dans le domaine des rapports sociaux ».

Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et Classes sociales*, (Paris, Maspéro, 1968), 69.

La confusion qui entoure les concepts de mode de production, de formation sociale et de classe sociale tels qu'ils sont utilisés présentement par les auteurs marxistes fait obstacle à la définition rigoureuse du concept de nation. La difficulté ne tient pas principalement à la mauvaise définition de ces concepts ; elle tient plutôt à l'absence d'un concept précis qui permettrait de délimiter et de désigner un niveau spécifique [101] entre la structure (le mode de production) d'une part, et les pratiques définies comme pratiques de classe, d'autre part. Le concept de formation sociale ne répond pas à cette fonction parce qu'il désigne l'articulation spécifique des instances de divers modes de production. Il caractérise essentiellement la structure et non les pratiques bien qu'il se situe au niveau concret-réel. On peut, par ailleurs, définir correctement les classes comme effets de la structure d'un mode de production sur les supports (ou de l'articulation des structures de plusieurs modes de production) mais *la structure de ce mode de production constitue également les agents en ensemble, en totalité au niveau de la pratique*. Le concept de classe comme effets de la structure d'un mode de production sur ses supports ne peut être compris qu'en regard d'un concept complémentaire faisant référence à l'ensemble ou à l'unité des pratiques comme effets de la structure. Pour formuler correctement les rapports entre ces concepts, il faudrait dire, selon nous, que la structure d'un mode de production a comme effet, au niveau des pratiques, de constituer les agents en ensemble divisé en classes. L'existence de cette division en classes et l'antagonisme entre ces classes dans leurs pratiques respectives supposent implicitement un « champ global » des pratiques de classes antagonistes. Ce champ global représente, tout comme les classes sociales, l'effet de la structure du mode de production dans ce qu'elle a de spécifique.

La nation, telle qu'on a tenté de la décrire ci-haut, constitue précisément un type particulier d'ensemble ou de champ global des pratiques de classe ; type particulier correspondant au mode de production capitaliste de la même manière que la bourgeoisie et le prolétariat sont les classes particulières qui correspondent à ce mode de production. C'est la forme spécifique des rapports de propriété et d'appropriation [102] dans le mode de production capitaliste qui fonde le rapport spécifique bourgeoisie-prolétariat. Cette forme des rapports de propriété et d'appropriation fonde, de la même manière, *le type particulier de champ global des pratiques de classe qui correspond au mode de production capitaliste : la nation*.

Elle s'y manifeste en tant que champ global des pratiques de classe, dans le marché comme cadre d'exploitation, l'État comme pouvoir centralisé sur un territoire unifié, la langue et la culture comme système minimal de référents symboliques homogènes, etc. C'est en ce sens qu'on peut qualifier de « nationales » ces formes particulières d'économie, de marché, d'état, de langue et de culture qui caractérisent les formations sociales dominées par le mode de production capitaliste.

Il faudrait étudier de façon plus approfondie le type d'unité ou de champ global des pratiques de classes qui correspond à d'autres modes de production ; par exemple, le fief dans le mode de production féodal, la cité dans le mode de production antique, etc... Une telle étude déborde évidemment le cadre de cet article. Ce que nous souhaitons établir avant tout, c'est que le concept de nation dans le mode de production capitaliste, tel que nous l'utilisons, dérive d'un concept plus général qui fait référence à ce que nous pouvons appeler l'ensemble, l'unité ou le champ global des pratiques comme effets de la structure d'un mode de production.

Le mode de production capitaliste nécessite, dès sa phase de formation, l'existence d'une structure nationale, du type particulier d'unité économique, politique et idéologique que nous avons évoqué. Cette unité est créée et mise en place au profit de la bourgeoisie montante par l'utilisation et la transformation des conditions politiques, juridiques, territoriales et culturelles héritées des formations sociales précédentes. L'instauration du capitalisme comme mode de production dominant correspond à la création d'une économie et d'un marché national dans le cadre d'un État national centralisé regroupant les agents posés comme isolés dans la production ; à l'uniformisation politique, juridique et douanière du territoire, à l'abolition des dialectes locaux et à l'uniformisation linguistique [103] à l'intérieur des frontières nationales, à la création de divers symboles nationaux, etc. ²

² On constate que la constitution de la nation résulte de la combinaison et de l'articulation des effets propres de toutes les instances du mode de production capitaliste. L'exemple le plus manifeste est la création de l'État se donnant comme État-national-populaire qui répond à la nécessité de regrouper les agents conçus comme individus isolés dans la production. On sait en effet que les rapports de production capitalistes sont caractérisés par la séparation du producteur direct de ses moyens de production c'est-à-dire que ce dernier ne peut exercer de contrôle sur ses moyens de travail et sur le produit de son travail. Cette séparation est consacrée au niveau des rapports sociaux-économiques par le droit (droit contractuel) et par l'idéologie (individualisme

L'idéologie nationaliste bourgeoise (ou les éléments nationalistes de l'idéologie bourgeoise en général) est une représentation déformée de cette unité nécessaire à l'établissement et à la reproduction du mode de production et d'exploitation capitaliste : représentation qui traduit précisément la nécessité structurelle de cette unité nationale et par conséquent son caractère de classe ³. Il est bien évident que nous ne partageons pas la conception idéaliste de Dumont selon laquelle l'idéologie ajoute quelque chose à la structure : nous croyons au contraire que l'idéologie est elle-même une instance de la structure et qu'elle ne peut prendre un contenu nationaliste qu'en autant que la structure des autres instances est également nationale au sens où nous l'avons défini. La nation existe donc objectivement et doit être ramenée, contrairement à ce que pense Fernand Dumont, « à des facteurs objectifs » de structure. Nous espérons avoir clairement démontré [104] qu'on ne peut considérer la nation seulement comme une représentation ou, comme le voudraient Nadel et Dumont, comme « la théorie que ses membres s'en font ».

[...]

Il est cependant nécessaire d'ajouter à cette première catégorie le cas des situations présentant à cet égard des caractéristiques particulières résultant de conditions particulières. C'est le cas de la nation tronquée ou déformée, jouissant d'uni-

libéral). C'est ainsi que Poulantzas écrit : « Le pouvoir institutionnalisé de l'État capitaliste présente une unité propre, dans ses relations aux rapports sociaux-économiques - lutte économique de classes - dans la mesure où il représente l'unité du peuple-nation composé d'agents instaurés en sujets « individus-personnes politiques », c'est-à-dire dans la mesure où il représente l'unité politique d'un isolement économique qui est son propre effet. Ceci conduit, au niveau des rapports de l'État et de la lutte politique de classes, à un résultat en apparence paradoxal, mais qui, en fait, constitue le « secret » de cet État-national-populaire-de-classe : le pouvoir institutionnalisé de l'État capitaliste de classe présente une unité propre de classe dans la mesure précisément où il ne peut se donner comme un État-national-populaire, comme un État qui ne représente pas le pouvoir d'une classe ou de classes déterminées, mais l'unité politique d'agents privés, livrés à des antagonismes économiques que l'État se donne comme fonction de surmonter en unifiant ces agents en corps « populaire-national ». (Poulantzas, op. cit. p. 300-301).

³ Nous entendons par nationalisme une formation idéologique à dominante nationaliste, c'est-à-dire une idéologie dont le thème principal représente une valorisation particulière de la nation en général ou sous certains aspects particuliers.

té territoriale, politique et culturelle partielle fondée sur une économie régionale, par suite d'une conquête, d'une annexion par une autre nation ou autres formes de domination. Certaines classes sociales, à l'intérieur de ces nations, peuvent se représenter comme aptes à constituer une nation complète, au sens où nous l'avons définie. L'idéologie nationaliste, dans ces cas particuliers, se présentera sous des formes complexes. Nous ne nous attacherons pas ici à analyser toutes les représentations idéologiques possibles en fonction des divers types de domination nationale. Il est toutefois important de noter que cette représentation est déterminée dans chaque cas, en dernière instance, par les intérêts économiques, politiques et autres des classes ou fractions de classe qui la soutiennent. Sans entrer dans les détails de l'analyse, notons qu'il est possible de rendre compte en fonction de cette hypothèse des fluctuations du nationalisme québécois, basque, breton et flamand.

Il ressort des considérations précédentes que la structure nationale est toujours liée à l'articulation spécifique des trois instances du mode de production capitaliste et donc, à l'existence d'une structure de classes articulée à ces trois niveaux. Cette articulation existe nécessairement dans le cas des nations tronquées mais elle est déformée par les phénomènes de dépendance et de sujétion auxquels nous avons fait allusion. Nous refusons donc toute définition de la nation utilisant le culturel ou l'idéologique comme critère unique ou principal. Nous pourrions en effet rencontrer divers groupes qui se définissent comme « groupes culturels » et qui ne présentent aucun aspect national spécifique au plan des instances [105] économiques et politiques. Tel est le cas entre autres des Acadiens et des Ukrainiens au Canada. Ces phénomènes s'expliquent par la périodisation (rythme de changement) propre à l'instance idéologique ou culturelle et par l'autonomie spécifique de cette instance par rapport aux autres instances, dans ses effets sur un groupe donné issu d'une formation sociale extérieure (Ukraine) ou antérieure (Acadie) à la présente. Nous sommes maintenant en mesure d'approfondir davantage la nature de l'idéologie nationaliste en abordant la question des classes sociales.

De la définition que nous avons donnée ci-haut du concept de la nation il découle clairement que la nation existe en fonction de la classe dominante des formations sociales de type capitaliste et des intérêts économiques, politiques et culturels de cette classe. La nation est nécessaire à la domination économique dans le cadre d'un marché national, domination politique à travers l'État national

centralisé sur un territoire juridiquement homogène, domination culturelle à travers la langue nationale, la culture et les symboles dits nationaux. La représentation idéologique de la nation dans le nationalisme bourgeois a justement pour but de masquer ce lien entre la domination de la bourgeoisie et la structure nationale de la formation sociale qu'elle domine.

Classes et idéologies nationalistes.

Doit-on conclure, logiquement, que le nationalisme est par définition une idéologie bourgeoise ayant pour fonction essentielle de produire une image inversée des rapports économiques, sociaux et politiques réels (rapport de domination et d'exploitation i.e. lutte de classes) ? Ou peut-il exister des idéologies nationalistes non-bourgeoises, liées aux intérêts et à la situation des autres classes à l'intérieur de la formation sociale ? Une certaine tradition marxiste tend à identifier de façon mécanique idéologie nationaliste et idéologie bourgeoise.

La phrase si souvent citée du Manifeste communiste : « les ouvriers n'ont pas de patrie », pourrait à priori inciter à [106] une réduction du nationalisme à l'idéologie bourgeoise. Il faut toutefois considérer en entier le passage dont cette phrase est extraite et qui se lit ainsi :

En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation devenir lui-même la nation il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot. ⁴

Dans ce passage, (Marx et Engels 1) reconnaissent l'existence d'une réalité structurelle qu'ils désignent sous le terme de nation, 2) lient cette réalité à la classe dominante de la formation sociale, à savoir à la bourgeoisie (avant la Révolution, au moment où le prolétariat est une classe dominée) et par la suite au prolétariat qui par la prise du pouvoir politique devient la nation, devient national mais non

⁴ Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, « Collection 10-18 », 43. (souligné par nous). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

au sens bourgeois du terme, donc implicitement, au sens prolétarien du terme. C'est ainsi que Marx peut affirmer par ailleurs : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie n'est pas dans son fond, mais sera dans sa forme, une lutte nationale »⁵.

Ce concept de « forme de la lutte » ne peut se comprendre qu'en fonction de la structure nationale des formations sociales de type capitaliste. Cela signifie que la formation sociale en tant que nation : l'économie nationale, le territoire et l'État, la langue, les symboles et ce qu'on appelle l'héritage ou le patrimoine national concernent également la classe ouvrière, peuvent et doivent lui appartenir et servir ses intérêts de classe. La nation est le lieu des rapports capitalistes d'exploitation et de domination du prolétariat par la bourgeoisie ; elle est donc, dans le même temps, le lieu de la lutte économique, politique et idéologique du prolétariat et de sa victoire sur la bourgeoisie. Par la révolution, le prolétariat s'empare de la nation et s'en sert à ses propres fins. [107] Il modifie, dans un premier temps, les traits des structures nationales en fonction de ses intérêts de classe : l'État, par exemple, est utilisé par la classe ouvrière et transformé par elle, en fonction de ses intérêts de classe. L'économie nationale, le territoire et l'État nationaux, la langue, l'héritage national, deviennent ainsi nationaux « au sens non bourgeois du terme » et servent les intérêts des classes dominées, dès lors que se trouve abolie la domination de la bourgeoisie. Leur appropriation par le prolétariat reste par ailleurs la condition même de ce renversement de la domination bourgeoise.

Il ressort en outre de notre définition que la nation comme unité ou champ global des rapports de classes capitalistes est vouée à disparaître au fur et à mesure de l'instauration de rapports sociaux d'une nature différente. La dominance de rapports sociaux de type communiste correspondra à l'établissement d'un type spécifique d'unité, d'ensemble, de champ global de ces rapports communistes dont on ne saurait d'ores et déjà prévoir la forme exacte⁶.

⁵ Marx et Engels, op. cit., 34.

⁶ Nous croyons que la disparition de la structure sociale des formations sociales dans la phase de transition vers la société communiste doit être pensée dans les mêmes termes que le problème de l'extinction de l'état. Cette question mérite une attention que nous ne pouvons lui accorder dans le cadre de cet article, notons tout de même que si Lénine constate la nécessité de l'utilisation du droit bourgeois tant et aussi longtemps que les forces productives ne permet-

Nous sommes maintenant en mesure d'affirmer qu'il peut exister un nationalisme « non bourgeois » i.e. une valorisation de la nation par d'autres classes de cette formation et dans l'intérêt de ces autres classes. Et ce, parce que la nation n'existe pas en dehors des classes mais existe en fonction de ces classes. Il ne peut en être autrement parce que la nation est l'effet de la structure de la formation sociale de type capitaliste [108] sur les rapports de ce mode de production et que ces supports, dans le mode de production capitaliste, sont constitués en classes. Les diverses composantes de la structure nationale ont une signification propre à chaque classe qui est fonction de la situation et des pratiques de chaque classe. L'analyse marxiste ne tient généralement compte que de la signification de la nation pour la bourgeoisie, ce qui permet à tort d'identifier nation et bourgeoisie et de laisser de côté les intérêts nationaux des autres classes. Nous avons clairement admis que la nation (effet de la structure du mode de production capitaliste) se constitue à l'origine « par » et « pour » la bourgeoisie mais, ainsi constituée, la nation se trouve liée aux intérêts économiques, politiques et culturels du prolétariat, dans la mesure où cette classe est appelée à s'emparer de la nation, à s'y imposer comme classe dominante, à « devenir elle-même la nation » et à abolir tout rapport de classes.

On le comprend mieux dans le cas des nations tronquées où la révolution prolétarienne est en même temps une lutte de libération nationale. Le caractère de libération nationale de la lutte révolutionnaire est une conséquence de la « surexploitation » capitaliste (économique, politique, culturelle) que subit le prolétariat d'une nation tronquée, dépendante de la classe dominante d'une autre nation. On verra plus en détails la forme que prend cette « sur-exploitation » dans le cas québécois. La révolution prolétarienne vise, dans le cas des nations complètes, au contrôle et à l'abolition de la nation ; le renversement des rapports d'exploitation

tront pas de donner à chacun selon ses besoins, il nous semble également qu'aucune intervention volontariste ne peut provoquer la disparition de la structure nationale des formations sociales en autant qu'elle est aussi fonction du développement des forces productives, de leur impact sur les rapports économiques de production et de leur articulation aux instances politiques et idéologiques de la formation sociale. L'accentuation des nationalismes dans le bloc soviétique depuis 1945 doit être comprise en fonction de la persistance d'inégalités régionales dans le développement et de rapports de classes antagonistes liés, du moins en partie, au stade de développement des forces productives.

capitalistes doit coïncider, dans le cas des nations dominées, avec l'abolition de la dominante nationale qui en constitue le cadre particulier. On voit ainsi le caractère erroné de la ligne politique qui oppose la perspective nationale de la lutte de certaines classes ouvrières à la solidarité internationale des travailleurs pour le renversement du capitalisme. Il est bien évident que la présence d'éléments nationalistes dans l'idéologie de la classe ouvrière est généralement liée à une situation de domination nationale. Dans ce cas, ces éléments sont forcément intégrés à une idéologie révolutionnaire dont ils ne constituent pas le [109] thème dominant. La lutte révolutionnaire de la classe ouvrière est par définition internationale, surtout au stade du capitalisme, monopoliste impérialiste. Cet internationalisme ne remet cependant nullement en question le caractère national de la lutte des classes auquel sont liés les éléments nationalistes de l'idéologie de la classe ouvrière. Il correspond à la liaison nécessaire des luttes nationales de la classe ouvrière dans diverses formations sociales.

Ces considérations nous permettent de comprendre mieux le caractère déformant de l'idéologie nationaliste bourgeoise. Cette idéologie fait référence à diverses composantes de la structure nationale dont elle se sert pour ses propres fins, qu'elle interprète en fonction de ses intérêts mais qui, comme nous l'avons indiqué, correspondent aussi aux intérêts d'autres classes. On le voit bien dans le cas des nations dominées où, par exemple, les travailleurs et la bourgeoisie ont intérêt à défendre la langue dite nationale, si celle-ci est menacée. Étant donné la position objective des deux classes dans les rapports de production, cet intérêt à défendre et à conserver sa langue est d'une nature absolument *différente* pour l'une et l'autre classe. Pour les ouvriers comme pour les bourgeois, la langue est un instrument de travail, de création, une manière de « penser le monde », mais ce travail, cette création, cette manière de penser le monde, ont un contenu et un sens différents et opposés pour ces deux classes en fonction de leur situation respective d'exploités et de dominants.

Il en est ainsi de tous les aspects nationaux d'une formation sociale (territoire national, État national, traditions, héritage national, etc.). On peut d'ailleurs pousser plus loin l'analyse en montrant que la notion de « langue nationale » est une abstraction et qu'il n'existe, en fait, que des langages (façon de parler une « langue » propre à chaque classe sociale, liée à sa situation et à son idéologie de classe). Tous les éléments de la culture dite nationale (littérature, symboles, coutu-

mes, folklore, etc.) sont des abstractions, c'est-à-dire que ces éléments se retrouvent dans la culture de toutes les classes d'une formation sociale mais qu'ils y sont utilisés, interprétés, valorisés différemment par chaque classe.

[110] On doit donc conclure en général que :

1. Le nationalisme (valorisation particulière des aspects nationaux d'une formation sociale) est par définition une idéologie de classe.
2. L'idéologie nationaliste n'a pas une structure et un contenu unique.
3. Il existe (ou peut exister) autant d'idéologies présentant des éléments nationalistes qu'il y a de classes dans une formation sociale.
4. Chaque classe est susceptible de donner un sens et une valeur particulière à la structure nationale de la formation sociale donc d'investir son idéologie d'éléments nationalistes, lesquels sont fonction de sa situation de classe.

II. LA STRUCTURE NATIONALE QUÉBÉCOISE

[Retour à la table des matières](#)

Nous tenterons maintenant, en nous inspirant de l'approche théorique énoncée plus haut, d'étudier le cas spécifique de la formation sociale que constitue le Québec. Nous essaierons d'expliquer les facteurs structuraux qui font que le Québec est le lieu d'une double structure de classe.

[...]

La Conquête

La Conquête est très certainement l'événement historique qui a fait couler le plus d'encre au Québec. On peut retenir, à son propos, deux grands types d'explication. Pour un historien comme Fernand Ouellet, la Conquête n'a provoqué aucun bouleversement majeur, puisque le changement d'Empire n'a rien changé aux structures de la Nouvelle-France devenue « Province de Québec ! ». La structure de la formation sociale est toujours déterminée en dernière instance par une économie fondée sur l'exploitation d'un seul produit important, lequel reste d'ailleurs le même, c'est-à-dire les fourrures. De plus, la colonie demeure encore très dépendante de [111] la métropole. La politique, enfin, conserve son rôle dominant, rôle qui lui est dévolu du fait que la Province de Québec demeure une colonie et que l'exploitation des fourrures (comme nous le verrons) nécessite une certaine forme de dirigisme. Pour Ouellet, la conquête anglaise n'a donc aucun effet important sur la collectivité française. Il expliquera son infériorisation, en reprenant la thèse de Weber sur l'esprit du capitalisme, par l'inaptitude des francophones au développement capitaliste. En contrepartie, Michel Brunet et Maurice Séguin nous offrent une interprétation tout à fait différente. Pour eux, le changement de métropole brise les liens économiques qui s'étaient créés avant la Conquête et, ce faisant, provoque la disparition de la bourgeoisie francophone. Les nouveaux rapports métropole-colonie favoriseront les occupants qui pourront plus facilement

trouver les capitaux et les débouchés nécessaires à la pratique de l'économie des fourrures. Ces historiens admettent donc implicitement que la forme des rapports colonie-métropole ne change pas, mais ils insistent sur le fait que le changement d'un des deux éléments mis en relation aura pour effet de placer la collectivité canadienne-française dans un état d'infériorité.

Il est évident que ces deux tentatives d'explication de la Conquête risquent d'enfermer et ont effectivement enfermé l'historiographie québécoise dans un débat stérile : les uns affirmant que les francophones ne pouvaient établir de relations économiques fructueuses dans la nouvelle métropole, les autres rétorquant (sans d'ailleurs pouvoir le démontrer) que cela leur était possible, même s'ils n'ont pas réussi à le faire. Il nous semble que la seule façon de résoudre ce problème est de constater, comme nous le soulignons plus haut en nous fondant sur la problématique que nous avons exposée précédemment, que des changements structurels sont effectivement survenus. Si nous admettons que le mode de production capitaliste ne peut s'analyser sans ses effets nationaux spécifiques sur les agents de la production de la formation sociale particulière au sein de laquelle il domine, il devient clair que la Conquête provoque le changement des caractéristiques nationales de la formation sociale qu'avait été la [112] Nouvelle-France. Le changement de métropole, facteur sur lequel insistent Séguin et Brunet sans en faire ressortir toutes les implications, modifie les traits nationaux de la Nouvelle-France. Pour étudier une formation sociale coloniale et, plus particulièrement une colonie de peuplement, il est, en effet, nécessaire de considérer la métropole comme un élément constituant de la structure de cette formation. La colonie de peuplement est une excroissance de la formation sociale métropolitaine, une projection de sa structure produisant des effets analogues. Il est évident qu'il ne s'agit pas d'une sorte de surimpression photographique de la métropole. La colonie développe des aspects structurels qui tendent à la différencier, de plus en plus. Il reste cependant que sa structuration et très certainement ses traits nationaux spécifiques sont largement déterminés par ceux de la mère-patrie où domine le mode de production capitaliste. Les effets nationaux du mode de production changent donc avec la victoire de l'Angleterre, ce qui aura pour effet spécifique de créer un phénomène de domination nationale. La Proclamation Royale, première constitution du régime, même si elle n'est pas appliquée, ne devrait laisser aucun doute à ce sujet.

La Conquête marque la superposition pure et simple d'une formation sociale sur une autre. Pour être plus précis, elle constitue l'importation d'une formation sociale qui conjuguera des effets nationaux spécifiques résultant du fait que le mode de production capitaliste y domine sur une autre formation sociale qui comportait elle-même, pour la même raison, des effets nationaux particuliers. Toute la difficulté de fournir une explication adéquate de la Conquête réside dans le fait qu'elle semble précisément, sur le plan structurel, ne provoquer aucune rupture : seul le nom de cette formation sociale semble avoir changé. Mais l'ambiguïté disparaît lorsque l'on se rend compte que la Conquête transforme les traits nationaux de la formation sociale. Les instances économique, politique et idéologique du mode de production auront pour effet la constitution d'une nouvelle nation (et d'une classe dominante en son sein) qui dominera la nation française. La Proclamation royale visait, à très court terme, à faire disparaître la nation conquise. Ce rêve, entretenu pendant [113] plusieurs années chez l'occupant, ne pourra se réaliser. Les effets nationaux du mode de production à l'intérieur de la formation sociale canadienne ne pourront jamais provoquer l'effet d'assimilation tant souhaité. Ils conserveront toujours, cependant, leur effet de domination nationale en créant une double structure de classes caractérisée par l'appartenance nationale. Est-il besoin de rappeler ici que la domination nationale ne se réduit pas aux seuls aspects culturels et linguistiques, mais qu'elle peut et doit s'analyser aussi bien aux plans économique et politique qu'au plan idéologique ? C'est la conjugaison des trois niveaux de la structure du mode de production capitaliste au sein de la formation sociale qui constituera la nation dominante et la superposera à la nation dominée.

La Conquête anglaise constitue ainsi un phénomène historique dont l'explication pose des problèmes théoriques importants. Dans le cas habituel d'une annexion, d'une conquête ou d'un processus de colonisation, nous assistons, à l'époque du capitalisme, à l'imposition du mode de production capitaliste sur un ou d'autres modes de production : féodal, patriarcal, etc. Il s'agit alors d'étudier la nouvelle formation sociale comme l'articulation de modes de production juxtaposés, au sein de laquelle le mode de production capitaliste est dominant. Mais dans le cas du changement de régime qui s'est effectué au Québec en 1760, seules les caractéristiques nationales de la formation sociale sont atteintes. Paradoxalement, nous avons à analyser la même forme de rapports et, dans certains cas, la même

pratique des mêmes acteurs, tout en étant forcé de rendre compte d'effets nationaux différents qui, en se superposant aux effets nationaux caractérisant une formation sociale antérieure, aura sur ceux-ci un effet de domination spécifique. C'est donc dire que les structures du mode de production capitaliste d'une formation sociale donnée sont impensables, si l'on tient à en faire ressortir toute la richesse, en dehors de ses effets nationaux déterminés. La formation sociale capitaliste est toujours nationale et la domination d'une formation sociale par une autre prend toujours la forme d'une domination nationale. Étudier, comme le [114] fait Ouellet, la structure du mode de production capitaliste au Québec en faisant abstraction de ses effets nationaux ne peut que recouvrir la réalité d'un voile idéologique ayant pour effet de justifier une forme spécifique de la domination que subissent les Québécois. Ces effets nationaux hérités de l'Angleterre seront conservés lors de la structuration du capitalisme industriel canadien, durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

[...]

La Confédération

En 1867, on assiste, en effet, à la création de l'état politique canadien par suite de l'articulation d'une économie spécifiquement canadienne, rendue nécessaire par suite de l'adoption de la politique du libre-échange en Angleterre, mesure qui force le Canada à ne compter que sur ses seules ressources. La formation sociale canadienne présentera les mêmes traits nationaux que les structures de toutes les formations sociales où domine le mode de production capitaliste. L'affirmation de la nation canadienne consacra sa domination sur le Québec qui devient un territoire provincial dont l'économie est dominée à l'intérieur d'un état politique fédéral fortement centralisé sur ce plan. La Conquête anglaise avait, en effet, instauré un phénomène de superposition nationale et provoqué la formation de deux structures de classes antagonistes et caractérisées par l'appartenance nationale. Le changement de métropole, en transformant les caractéristiques nationales de la formation sociale coloniale a favorisé d'une part, la constitution d'une bourgeoisie anglaise appuyée par un état favorisant sa domination et, d'autre part, la transformation de la structure de classes canadienne-française en une structure sous-

déterminée par une situation structurelle empêchant que se forme en son sein une bourgeoisie dynamique. Seule demeure la possibilité de l'apparition des classes non-dominantes produites par la structure du mode de production capitaliste (petite-bourgeoisie, paysannerie, prolétariat). Les classes sociales canadiennes-françaises se fonderont donc principalement sur l'agriculture et la petite production manufacturière ou industrielle centrée sur le milieu [115] ambiant. La Confédération maintiendra cette situation en faisant du Québec une véritable colonie de l'économie pan-canadienne. Elle deviendra jusqu'à la dernière guerre une région industrielle caractérisée par l'utilisation du « cheap labour » et contrôlée par la bourgeoisie canadienne-anglaise. La classe dominante au sein du groupe canadien-français du Québec, la petite-bourgeoisie, ne jouera que le rôle de classe politiquement régnante au sein de l'État provincial, mais régnant au profit du capital canadien.

[...]

III. CLASSES ET IDÉOLOGIES NATIONALISTES

Les types d'idéologies nationalistes

[Retour à la table des matières](#)

La situation coloniale a provoqué, écrivons-nous plus haut, la formation de deux structures de classes diversifiées et potentiellement antagonistes. Il découle de cette affirmation deux thèses qui remettent en question les analyses de Marcel Rioux et Jacques Dofny.

1. La notion de classe ethnique ne rend compte d'aucune période de l'histoire du Québec. Il existe, depuis 1760, une structure diversifiée de classes au sein des deux nations en présence dans la formation sociale québécoise. Nous assistons à une opposition de classes ou de fractions au sein de chacune de ces structures : lutte entre l'administration et la bourgeoisie canadienne-anglaise de 1760 à 1800,

lutte de la petite-bourgeoisie contre les seigneurs et le clergé de 1800 à 1840 ; lutte entre la fraction rurale et la fraction urbaine de la petite-bourgeoisie canadienne-française de 1840 à 1960. L'existence de cette double structure n'empêche pas l'alliance entre des classes ethniquement différenciées : seigneurs, haut-clergé et administration coloniale de 1800 à 1840 ; fraction urbaine de la petite-bourgeoisie canadienne-française et bourgeoisie canadienne-anglaise de 1840 à nos jours. Bien que les luttes les plus irréductibles opposent des classes ethniquement différentes (petite-bourgeoisie canadienne - française et bourgeoisie canadienne-anglaise de 1800-1840 ; classe ouvrière canadienne-française et bourgeoisie canadienne-anglaise 1945-1970), la structure n'empêche pas d'une part, la [116] collaboration entre des classes dont les membres sont en majorité de nations différentes et, d'autre part, la lutte de classes au sein de chaque nation. La notion de classe ethnique ne peut donc rendre compte de l'histoire du Québec et ne peut que servir de justification idéologique à la lutte indépendantiste menée par la nouvelle fraction de la petite-bourgeoisie. Rioux et Dofny définissent la société canadienne-française comme une nation et affirment par la suite que les Québécois français peuvent être considérés comme une classe ethnique. Il est clair que le concept de nation et la notion de classe ethnique s'excluent mutuellement. La nation, comme nous le soulignons plus haut, est l'effet de certains aspects économiques, politique et idéologique de la structure du mode de production capitaliste. Il est clair dans ce sens que lorsqu'on utilise le concept de nation on fait référence à une structure de classes caractérisée par un certain type de domination, celui du mode de production capitaliste, et cela même lorsque l'on parle de nation dominée. Un groupe ethnique constituant une seule classe sociale dominée ne peut donc constituer une nation. Il ne peut être analysé que comme une classe au sein de la formation sociale et de la nation, s'il s'agit du mode de production capitaliste, à laquelle il appartient. Classe ethniquement différenciée, peut-être l'ethnie n'étant ici que des résultats de vestiges d'une autre formation sociale ; d'une formation sociale antérieure pour ce qui est d'une conquête ; d'une autre nation, dans le cas d'une émigration massive : mais en aucun cas « classe ethniquement nationale » (quelle horreur) ! Soulignons, au passage que le concept de nation n'a rien à voir avec la notion d'ethnie et qu'il est possible (ce qui est d'ailleurs presque toujours le cas) qu'il existe plusieurs groupes culturels au sein d'une même nation.

2. Il n'existe pas au sein d'une nation, comme le voudraient Dofny et Rioux, des consciences de classes et une conscience ethnique qui pourrait transcender les diverses consciences de classe. Il ne peut y avoir que des idéologies nationalistes de classe. Une idéologie nationaliste ne peut en effet se comprendre qu'en la mettant en rapport avec la classe [117] qui s'en fait la propagandiste. C'est en ce sens que nous écrivions plus haut qu'il peut exister plusieurs types d'idéologie nationaliste au sein d'une formation sociale. Au Québec, on peut ainsi distinguer trois types d'idéologie nationaliste et l'on ne peut les expliquer qu'en faisant référence aux classes qui les supportent :

a) Un nationalisme de conservation définissant la nation canadienne-française comme une entité présentant des particularités d'ordre culturel, jouissant de certains droits qui consacrent ces particularités, tout en participant aux structures politiques canadiennes. On peut distinguer deux sous-types à l'intérieur de cette idéologie en fonction du projet économique qui lui est propre : l'un, exprimé par les seigneurs et le haut-clergé de 1760 à 1840 et par la petite-bourgeoisie des centres ruraux de 1840 à 1960, dont l'idéologie est plus ou moins réfractaire au capitalisme et insiste sur la vocation agricole des Canadiens français ; l'autre, exprimé par la fraction urbaine de la petite-bourgeoisie qui, tout en affirmant le particularisme canadien-français, insiste sur la participation des Québécois français à l'économie capitaliste canadienne et sur la possibilité de leur réussite.

b) Un nationalisme dynamique visant à l'indépendance. On reconnaît ici l'idéologie de la petite-bourgeoisie canadienne-française de 1800 à 1837 qui tente de réaliser l'indépendance politique dans le but de contrôler le développement capitaliste. On pense aussi, évidemment, à la nouvelle fraction de la petite-bourgeoisie qui s'est transformée durant les années 1950 et qui tente actuellement une poussée indépendantiste au moyen du Parti Québécois dans le but de faire du Québec une sorte d'État néo-capitaliste. Nous y reviendrons.

c) Une idéologie nationaliste liant la libération nationale à l'instauration d'un socialisme autogestionnaire. Cette idéologie promue par des militants du mouvement ouvrier et des intellectuels tente de traduire les aspirations de la classe ouvrière et de formuler les conditions de sa libération.

On constate que ces trois nationalismes, tout en se référant aux trois instances de la formation sociale valorisent des [118] aspects différents de la nation québécoise. Le premier type insiste sur les aspects juridiques et culturels (reconnaissance et conservation des droits et des particularités culturelles). Le second valorise principalement le politique, visant la transformation des rapports politiques dans le but de promouvoir les intérêts économiques et culturels de la nation. Le troisième type met l'accent sur la nécessité de la transformation des rapports de production pour abolir toute forme de domination (économique, politique et culturelle).

Il n'existe donc pas d'idéologie nationaliste commune à toutes les classes d'une même nation. Une idéologie nationaliste ne possède donc aucunement en elle-même la vertu de masquer la conscience de classes des classes dominées. Rioux et Dofny oublient que le propre de toute idéologie dominante est précisément de dissimuler un rapport de domination. Le nationalisme n'est ici qu'un élément d'un ensemble plus vaste visant à remplir la même fonction. Nous ne voulons pas nier que l'idéologie nationaliste puisse contribuer d'une façon spécifique à masquer l'exploitation que subissent les classes dominées. Nous voulons cependant éviter la confusion qui conduit à n'attribuer ce rôle qu'au caractère nationaliste des idéologies dominantes au Québec. Il résulte de plus de cette position théorique qu'il n'est possible de rendre compte du caractère nationaliste d'une idéologie,

1. qu'en le mettant en rapport avec les autres éléments de la formation idéologique dont il fait partie ;
2. qu'en faisant ressortir ses effets spécifiques dans le champ de la lutte des classes ;
3. qu'en mettant l'idéologie en relation avec les autres instances de la formation sociale (politique et économique).

Le Nationalisme et l'Aristocratie cléricale

Nous aborderons d'abord le nationalisme juridico-culturel défendu par les seigneurs et le haut-clergé de 1760 à 1840. On sait que la conquête anglaise en provoquant un changement [119] de métropole transforme la structure économique externe (rapport métropole-colonie) et produit comme effet la disparition de l'embryon de bourgeoisie canadienne-française. Ce changement structurel provoque donc la domination, au sein de la nation canadienne-française, d'une classe qui depuis près d'un siècle avait perdu son rôle prédominant grâce aux efforts conjugués des bourgeois et de l'administration coloniale. Il s'agit évidemment des seigneurs (n'exerçant que le rôle de propriétaires fonciers) et du haut-clergé (possesseur d'une grande partie des seigneuries). Mais la proclamation royale de 1763, entre autres mesures, abolit la tenure seigneuriale, interdit la nomination d'un évêque catholique et impose la prestation d'un serment d'abjuration de la foi catholique pour obtenir un poste dans l'administration. Les bases économique-idéologiques de cette classe sont donc remises en question. Ce groupe se fera alors le propagandiste d'une idéologie nationaliste que l'on peut résumer par le triptyque : loi française, langue française, religion catholique. On désire obtenir le maintien du régime seigneurial et des lois qui y correspondent, la reconnaissance de l'Église catholique, et le respect de la langue française. On sait que, par l'Acte de Québec de 1774, Londres, à la suite des pressions de Murray et de Carleton accèdera aux demandes de l'aristocratie cléricale canadienne-française (seigneurs et haut-clergé). L'historiographie québécoise a tenté d'expliquer l'Acte de Québec en se fondant sur la magnanimité des administrateurs anglais (Murray, Carleton) qui, selon elle, se refusait à opprimer la majorité canadienne-française. On voit en quoi cette explication relève exclusivement de la problématique du sujet qui tente d'expliquer l'histoire par l'action des hommes qui la font. D'autres historiens, pour expliquer l'attitude des administrateurs, insistent principalement sur des phénomènes de conjoncture ; la supériorité numérique écrasante des Canadiens français au lendemain de la Conquête et la menace que constituent les Treize Colonies américaines à la veille de leur indépendance. Il est clair que cette dernière explication demeure épiphénoménale, même si elle attire l'attention sur des faits qui ont certainement influé sur la décision dont il est question.

[120] On ne pourra comprendre véritablement ce maintien du régime seigneurial et de l'Église catholique qu'en faisant ressortir la place qu'occupent ces institutions dans la formation sociale du Québec durant cette période. Nous avons souligné plus haut que la Conquête a modifié les liens entre la métropole et la colonie. L'articulation des instances du mode de production dont la formation sociale québécoise est l'effet demeure cependant inchangée. Il s'agit du type d'articulation caractéristique du capitalisme commercial colonial. Dans le cas qui nous occupe, le commerce est fondé sur l'exploitation d'un seul produit important : les fourrures. Ce commerce, nécessitant des mises de fond importantes (les sources d'approvisionnement reculant sans cesse), la militarisation contre les rivalités des Treize Colonies et des Amérindiens provoquera l'apparition d'un pouvoir politique dirigiste autour duquel s'organiseront les monopoles et les cliques qui jouiront des contrats de l'État. Le commerce des fourrures par ailleurs, constituera un pôle d'attraction énorme pour les colons qui préféreront toujours la course des bois, génératrice de profit beaucoup plus intéressant que l'agriculture. Cette attirance entre en contradiction, d'une part, avec la nécessité de peupler le pays et donc de satisfaire aux besoins alimentaires de la population ; d'autre part, avec les intérêts des compagnies à monopole pour lesquelles la course des bois est une entrave, puisque souvent les individus qui s'y livrent cherchent à faire de la contrebande avec les colonies voisines, plutôt que de vendre leurs pièces aux magasins de la compagnie. Il s'agira donc d'instaurer un mode de tenure attachant les agriculteurs à la terre et de légiférer pour empêcher ces derniers de se livrer à la course des bois. Le régime seigneurial est donc un élément très important de l'économie des fourrures. Ses réglementations sont inspirées du régime féodal, mais il est très important de constater qu'il ne remplit aucunement, dans ce cas, la fonction traditionnelle d'un mode de tenure féodal, puisqu'il constitue un élément d'un ensemble structurel tout à fait différent.

Cette longue digression nous amène à voir en quoi l'Acte de Québec, par sa reconnaissance du régime seigneurial et [121] conséquemment, par le maintien des bases économiques de l'aristocratie cléricale, ne peut s'expliquer véritablement que par l'importance du régime seigneurial dans l'articulation de la formation sociale fondée sur l'économie des fourrures. Mais l'Acte de Québec, en plus de reconnaître le régime seigneurial, consacrait le nationalisme juridico-culturel de l'aristocratie cléricale. Comment expliquer cette dénégation de la Proclamation

Royale qui préconisait l'assimilation à court terme des Canadiens français ? On ne pourra rendre compte de ce phénomène que par une analyse attentive de la structure de la formation sociale. Le changement de métropole en provoquant la transformation des relations au niveau de la structure externe instaurera au sein de la formation sociale une double structure de classe caractérisée par l'appartenance à des nations différentes, une double structure potentiellement conflictuelle et dont l'opposition sera, pendant plusieurs années, fondée en dernière instance sur l'antagonisme entre le commerce et l'agriculture. Mais durant les premières années du régime, période durant laquelle prédominera l'économie des fourrures, l'existence de cette double structure de classe ne donnera lieu à aucun conflit majeur. Ceci résulte de l'effet particulier des structures de ce type d'économie dans le champ de la lutte des classes. Nous avons vu, d'une part, en quoi le régime seigneurial jouait un rôle essentiel dans l'articulation de l'économie des fourrures ; la reconnaissance de ce mode de tenure et des lois françaises était par conséquent prévisible. Nous savons d'autre part que l'idéologie promue par les seigneurs et le haut-clergé (idéologie aristocratique-religieuse insistant sur le respect de l'ordre et de l'autorité) correspondait à l'existence d'un régime politique aristocratique, c'est-à-dire, dirigiste et non démocratique. De plus, le caractère essentiellement culturel et juridique du nationalisme des seigneurs et du clergé favorisait la reconnaissance de cette idéologie par l'administration coloniale. Non seulement ce nationalisme de conservation reconnaissait le conquérant, mais il invoquait des principes d'ordre religieux pour obtenir la soumission du peuple à l'occupant et lui assurer sa collaboration. Si nous poussons plus loin l'analyse, nous constatons que seul un nationalisme de ce type était [122] pensable au sein de la formation sociale québécoise de 1760 à 1800. L'aristocratie cléricale étant devenue la classe dominante de la nation canadienne-française, par suite de la disparition de l'embryon de bourgeoisie nationale, il est clair que cette classe ne pouvait et ne devait viser qu'à la reconnaissance de la religion catholique, des lois et de la langue françaises, ces trois éléments juridico-culturels assurant ses assises socio-économiques. De même, pour l'administration coloniale, le maintien des principales institutions de la formation sociale fondée sur l'économie des fourrures était impossible sans la reconnaissance du nationalisme des seigneurs et du clergé.

Le Nationalisme des « Patriotes »

Le nationalisme canadien-français ne devait cependant pas garder pendant bien longtemps ce caractère collaborationniste favorisé par l'économie des fourrures. La situation devait changer rapidement avec l'apparition de l'économie du bois. Ceci nous permet d'aborder le second type de nationalisme dont nous faisons état plus haut : le nationalisme indépendantiste. Après 1800, même si les structures du mode de production demeurent les mêmes, un élément important apparaît : l'économie des fourrures devient marginale et c'est le bois qui devient le produit principal de l'économie canadienne. Même si nous demeurons dans le cadre du capitalisme commercial, la nature des échanges varie sensiblement. L'économie du bois étend son aire de développement et cela d'autant plus facilement que le Haut-Canada s'est créé depuis 1791 par suite de l'arrivée des Loyalistes des Treize Colonies. C'est alors qu'apparaîtront au Bas-Canada deux idéologies nationalistes irréductibles. L'une, soutenue par la bourgeoisie canadienne-anglaise qui, appuyée par les cadres administratifs coloniaux, préconisera l'assimilation des Canadiens français. Ces derniers, par l'intermédiaire de leur petite-bourgeoisie, mènent en effet une lutte nationaliste qui débouchera sur l'indépendantisme des années 1830. La petite-bourgeoisie s'oppose au développement du capitalisme commercial et pour ce faire, tente, à la Chambre d'assemblée [123] instituée en 1791, d'empêcher toutes les mesures économiques rendues nécessaires par le changement du produit générateur (le bois). Nous assisterons donc à une lutte de classes (bourgeoisie vs petite-bourgeoisie) qui s'explique en dernière instance par l'antagonisme entre l'agriculture et le commerce et qui se traduit par l'opposition de deux nationalismes.

Le nationalisme de la petite-bourgeoisie s'explique par l'effet particulier de l'économie et du politique ; constituée des membres des professions libérales, des petits entrepreneurs et des petits commerçants, cette classe tire ses ressources, à titre de services rendus, des agriculteurs canadiens-français. Elle défendra donc l'agriculture contre le capitalisme commercial à vocation continentale sur lequel elle n'a aucune prise. Ce dernier tend même à défavoriser l'agriculture bas-canadienne, puisque la bourgeoisie anglophone s'approvisionne de plus en plus

dans les régions des Cantons de l'Est et du Haut-Canada au détriment de l'agriculture des seigneuries. Les petits-bourgeois tentent au contraire d'induire au développement capitaliste à vocation industrielle à partir de la seule ressource contrôlée par les Canadiens français : l'agriculture. C'est dans ce sens qu'ils s'opposent au capitalisme commercial sur lequel ils n'exercent aucun contrôle et qui tend à défavoriser l'agriculture canadienne-française, comme nous le soulignons plus haut. De plus, l'institution d'une Chambre d'Assemblée dans le Bas-Canada, où les Canadiens français sont majoritaires, ne pouvait avoir pour effet que de favoriser la lutte de la petite-bourgeoisie contre la bourgeoisie. Rapidement, la première contrôlera l'Assemblée forçant la seconde à s'abriter dans les conseils législatif et exécutif pour promouvoir ses intérêts. La structure de la formation sociale du Bas-Canada de 1800 à 1837 ne pouvait donc que favoriser le durcissement des luttes nationalistes. L'idéologie s'articulait ainsi, au plan économique, sur l'opposition de l'agriculture et du commerce du bois et au niveau politique, sur l'opposition des conseils et de l'Assemblée (sans responsabilité ministérielle). Ces trois niveaux ainsi articulés, déterminent l'existence d'une double structure de classe caractérisée par l'appartenance nationale, [124] entraînent une lutte de classe doublée d'une lutte nationaliste de type indépendantiste (chez les Canadiens français) et assimilateur (chez les Canadiens anglais).

On voit donc comment le type de nationalisme ne peut s'analyser qu'en fonction de l'articulation de l'ensemble des structures de la formation sociale et des effets de celles-ci dans le champ de la lutte des classes. La perspective historiciste de Rioux et Dofny ne peut au contraire déboucher que sur un idéalisme qui tente d'expliquer le mouvement réel par le développement des idées pures.

Le Nationalisme de la petite-bourgeoisie traditionnelle.

Après l'échec de 1837 et l'Acte d'Union de 1840⁷, réapparaîtra au Québec le nationalisme juridico-culturel. La renaissance de ce type qui constituera l'idéologie dominante de 1840 à 1960, ne peut s'expliquer que par l'étude de la classe qui

⁷ Après l'échec de l'insurrection, Londres réunit le Haut et le Bas-Canada dans le but d'assurer la majorité à la population anglophone.

l'exprime et plus largement par les structures du mode de production capitaliste qui s'articulent à partir des années 1850. Certains historiens comme Fernand Ouellet expliquent le changement de position de la petite-bourgeoisie sur la question nationale après 1840 par la « leçon » qu'elle aurait tirée de l'échec de l'insurrection. Selon Ouellet, les petits-bourgeois canadiens-français se rendent compte du caractère illusoire de leurs revendications indépendantistes. Ils acquièrent alors plus de « bon sens » (nous paraphrasons Ouellet) et décident d'entrer dans « le bon ordre » canadien. Nous laisserons de côté le caractère idéologique de cette interprétation pour nous attacher à souligner que cette explication, fondée en dernière instance sur la conscience politique du sujet collectif (ici la petite-bourgeoisie) ne constitue que l'envers de la problématique idéologique de Dofny et Rioux et qu'elle se situe finalement dans le même champ épistémologique. Que l'échec de l'insurrection ait provisoirement provoqué un réalignement de la lutte idéologico-politique de la petite-bourgeoisie canadienne-française, cela ne fait aucun doute. On n'a qu'à [125] constater le changement de la pratique politique de ses principaux leaders, par exemple Papineau. Mais cela ne suffit pas à expliquer le maintien du nationalisme juridico-politique pendant plus d'un siècle à titre d'idéologie dominante. C'est plutôt en faisant l'analyse structurale de la période 1840-1950 et en se centrant plus particulièrement sur la sous-période 1850-1867 que nous pourrions le comprendre.

Nous soulignons plus haut que le Canada, après 1850, se trouvait dans la nécessité d'articuler une économie canadienne. Londres abolit, en effet, sa politique de protectionnisme à l'égard de ses colonies. Cette politique permettait aux produits du Canada d'échapper, sur le marché métropolitain, à la concurrence des produits des autres pays qui étaient assujettis à de lourds droits de douane. La bourgeoisie canadienne est alors forcée de subir la concurrence internationale. Cette transformation des rapports colonie-métropole aura pour effet de provoquer la création de l'État national canadien. Nous assistons alors à l'articulation du mode de production capitaliste et à l'apparition de la formation sociale canadienne qui unira éventuellement toutes les colonies du British North America. La constitution d'un marché national et d'un État fédéral centralisé auront donc pour effet de rendre la bourgeoisie canadienne moins dépendante et plus apte à promouvoir ses intérêts économiques. La création de l'État canadien consacrera la mise en tutelle déjà faite sous l'Union, de la formation sociale qui prendra le nom de Pro-

vince de Québec. Le Québec devient une colonie intérieure du Canada au profit de la bourgeoisie industrielle canadienne, avec un État provincial doté de pouvoirs locaux. Cette structuration de la formation sociale canadienne a donc pour effet 1) d'assurer la domination de la bourgeoisie canadienne au Québec. 2) de diminuer largement le pouvoir économique et politique de la petite-bourgeoisie canadienne-française. Ces petits-bourgeois ne s'appuieront plus que sur la petite entreprise très marginale centrée sur le milieu rural ou deviendront, dans les centres urbains, des sous-traitants des grandes entreprises canadiennes. Sur le plan politique, l'État provincial n'offre qu'un champ restreint de pouvoir et limite ainsi [126] la pratique de la petite-bourgeoisie. On voit ici en quoi la pratique de la petite-bourgeoisie des années 1850-1960 est l'effet d'une articulation des structures différente de celle de la période 1800 à 1840. En effet, entre 1800 et 1840, comme nous l'avons vu plus haut, la petite-bourgeoisie peut contrôler la Chambre d'Assemblée de l'État colonial du Bas-Canada, entité politique indépendante des autres colonies du British North America. De plus, au cours de cette période, la structure économique centrée sur le commerce d'un seul produit important (le bois), plaçait la bourgeoisie commerciale, à cause de sa dépendance envers la métropole, dans une position beaucoup moins forte et la rendait moins apte à imposer ses diverses pratiques. Cette matière rendait donc structurellement possible l'adoption d'un nationalisme indépendantiste par la petite-bourgeoisie canadienne-française. Mais, après 1840 et jusqu'aux années 1950, l'instauration au Québec d'un capitalisme industriel dépendant du Canada et d'une structure politique ne possédant que des pouvoirs régionaux ne pouvait s'articuler que sur un nationalisme de type juridico-culturel. La petite bourgeoisie de cette époque, effet de cette nouvelle structure, jouera le rôle de classe régnante sous le contrôle de la bourgeoisie canadienne. Elle s'appuiera sur un nationalisme de type juridico-culturel définissant le groupe canadien-français comme une nation possédant le droit à l'autonomie (et non à l'autodétermination), ce qui lui permet de conserver ses droits et sa culture. Il faudra attendre une nouvelle classe sociale, placée dans une position stratégiquement différente, pour voir réapparaître, de façon significative le nationalisme indépendantiste.

[. . .]

Fin du texte